

France: l'éducation à l'épreuve du genre, ou la bataille du Genre

Arlette Zilberg

Réseau Social Femm'Ecolos
azilberg@orange.fr

Résumé

Sous la pression des mouvements féministes, les gouvernements français successifs ont mis en place des politiques publiques concernant les femmes, mais sans y intégrer la dimension des rapports sociaux de sexe. L'émergence des études de genre et l'élection de Mr François Hollande en 2012 ont permis une réorientation des politiques publiques. Le gouvernement affirme sa volonté de mettre au cœur des politiques publiques et notamment au cœur de l'Éducation, le genre et l'égalité entre les femmes et les hommes. L'opposition politique s'est alors emparée de la confusion sémiologique entre genre, sexe, sexualité, égalité, identité, nature et culture, pour mobiliser. Des centaines de milliers de personnes ont manifesté leur opposition à l'enseignement de la « théorie du genre ». L'acceptation d'une libéralisation des mœurs et des sexualités actée par la loi sur le mariage homosexuel votée en mai 2013, s'accompagnerait-elle d'un refus d'une éducation à l'égalité dans les rapports entre les filles et les garçons? Le genre peut-il effacer le sexe? L'analyse des polémiques autour des différents aspects de l'éducation à la sexualité montrera que les divergences dans la société française sont bien plus complexes que le clivage gauche-droite. Elle révélera aussi des désaccords entre les mouvements LGBTQ et féministes.

Mots clefs: genre; sexe; éducation à la sexualité; égalité; stéréotypes de genre.

Resumo

Sob pressão dos movimentos feministas, os sucessivos governos franceses implementaram políticas públicas relativamente às mulheres, mas sem nelas integrar a dimensão das relações sociais de género. A emergência dos estudos de género e a eleição de François Hollande, em 2012, permitiram uma reorientação das políticas públicas. O governo afirma a sua vontade de colocar o género e a igualdade entre mulheres e homens no coração das políticas públicas, especialmente no coração da educação. A oposição política tem-se, assim, suportado na confusão semiológica entre género, sexo, sexualidade, igualdade, identidade, natureza e cultura, para mobilizar. Centenas de milhares de pessoas manifestaram a sua oposição ao ensino da "teoria de género". A aceitação de uma liberalização dos costumes e da sexualidade, registada pela lei sobre o casamento homossexual, aprovada em maio de 2013, será acompanhada da recusa de uma educação para a igualdade nas relações entre raparigas e rapazes? O género pode apagar o sexo? A análise das polémicas em torno dos diferentes aspetos da educação em sexualidade, mostrará que as divergências na sociedade francesa são bem mais complexas que a clivagem esquerda-direita. Revelará, também, desacordos entre os movimentos LGBTQ e feministas.

Palavras-Chave: género; sexo; educação em sexualidade; igualdade; estereótipos de género.

Introduction

Depuis les années 70, sous la pression des mouvements de libération des femmes, des politiques publiques en faveur des droits des femmes sont mises en œuvre: accès à la contraception et à l'avortement, éducation à la sexualité, loi sur l'égalité professionnelle, loi sur la parité politique, loi contre les violences faites aux femmes et dans le couple.

Sur le plan de l'éducation à la sexualité, l'épidémie de SIDA a changé la donne. L'éducation à la sexualité ne pouvait plus se cantonner à la connaissance de la reproduction et l'évitement des grossesses des mineures: l'Etat a dû faire face à la fois à une question de santé publique supplémentaire, et à la demande des mouvements LGBT de reconnaissance de l'homosexualité et de lutte contre les discriminations.

La lutte contre le SIDA a favorisé l'essor des mouvements gays et LGBT. Paradoxalement, elle a invisibilisé les lesbiennes et leurs problématiques de femmes. La question du genre et la déconstruction des genres ont fini par occulter, voire nier les problématiques relatives au sexe féminin. La sexualité a prévalu sur la question des rapports sociaux de sexe et la domination masculine, thématiques portées par les mouvements féministes. Les mouvements LGBT et Queer ont mis sur le devant de la scène la question des sexualités. Le genre, entendu comme neutralité a peu à peu effacé le sexe. L'égalité des couples (homos ou hétéros) par le mariage a prévalu sur l'égalité des individus à l'intérieur du couple et leur émancipation.

Arrivée au pouvoir en juin 2012, la gauche, liée aux mouvements féministes et LGBT, déclare vouloir mettre le genre et l'égalité entre les femmes et les hommes au cœur des politiques publiques. Elle annonce son objectif de transformer les rapports sociaux de sexe, et de réduire les inégalités de genre défavorables aux femmes. L'un des outils de cette transformation résidera dans l'éducation et les programmes scolaires. Mais les résistances sont fortes et la question du genre est instrumentalisée pour mettre le gouvernement en difficulté. Elle est depuis des mois au cœur des débats politiques qui agitent la société française. La récente nomination de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ex Ministre des droits des Femmes, au poste de Ministre de l'Education a été perçue comme une provocation par les «anti-genre».

Le genre dans tous ses états

Il y a deux décennies, le milieu universitaire français a acté un changement d'orientation et transformé les «études féministes» en «études de genre». Mais, confiné à l'intérieur des universités ou dans les mouvements féministes et LGBT, le «genre» n'est descendu dans l'arène publique qu'en 2013. La société française a brusquement découvert le genre, lorsque Mme Vallaud-Belkacem ministre des droits des femmes et porte-parole du gouvernement, a déclaré vouloir mettre le genre et l'égalité au cœur des politiques publiques donc de l'éducation. Mais si la société s'est emparée du débat autour du genre, les polémiques ont révélé la confusion et les contradictions entre identité, genre, genres, identité de genre, égalité, sexe, sexualité, sexualités, libération, émancipation. Et la confusion lexicale a été d'autant plus signifiante que le débat a été politiquement instrumentalisé. Pour pouvoir appréhender cette confusion, il nous faut revenir sur l'évolution des luttes féministes et LGBT de ces dernières décennies.

Du côté des femmes

En un siècle, La France est passée du contrôle des naissances pour éviter les avortements, au droit à la contraception et à l'avortement. L'idée de la dissociation entre procréation et sexualité a fait son chemin. Côté féministe on proclame à l'instar de Simone de Beauvoir que contraception et avortement, sont des conditions de l'émancipation des femmes.

Les années 80 verront se mettre en place des politiques publiques de lutte contre les discriminations, dans un élan vers l'égalité. Ce fut le temps de la recherche de l'identique, mais aussi le temps du juridique, avec notamment la loi pour l'égalité professionnelle puis sur la parité politique. L'égalité avait supplanté l'émancipation.

Quant aux politiques publiques favorisant l'accès à la contraception et à l'avortement elles resteront justifiées par la nécessité de faire diminuer le nombre d'avortements, notamment chez les mineures. Mais en janvier 2014, après avoir mis en place le remboursement à 100% de l'avortement, la ministre des droits des femmes prône un changement de regard sur l'avortement. A sa demande, l'Assemblée Nationale amende le texte réglementant l'avortement: la notion «de situation de détresse de la femme» nécessaire pour demander une IVG est remplacée par «femme qui ne veut pas poursuivre une grossesse». Immédiatement, les député-es du parti chrétien-démocrate demandent le déremboursement de l'IVG pour s'opposer à une «banalisation de l'IVG», l'extrême droite parlant «d'avortement de confort». Mais au même moment le succès des mobilisations organisées par les féministes françaises, en solidarité avec les femmes espagnoles dont le droit à l'avortement était remis en cause, couvrira le bruit des anti-avortements. Preuve que la question du sexe biologique reste prégnante dans les mouvements féministes et reste «à côté du genre».

Du côté des mouvements LGBT

Le mouvement d'émancipation homosexuelle des années 70, le FHAR - Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire, qui regroupait gays et lesbiennes, est en partie issu du Mouvement de Libération des Femmes qui se voulait non mixte: libre disposition des corps, remise en cause du modèle universel masculin, remise en cause de la norme, du mariage et de la famille patriarcale, libération sexuelle. On y analyse les liens entre sexualité, politique et économie. Mais très vite, les lesbiennes sortiront du FHAR: le conflit a notamment porté sur la finalité de la déconstruction des rôles sociaux, et sur l'occultation des questions féministes.

L'épidémie du SIDA marquera un tournant dans l'histoire de l'homosexualité qui verra l'essor des mouvements LGBT. Les lesbiennes moins touchées par l'épidémie seront invisibilisées au profit d'une visibilité gay. A cette époque des luttes axées sur le juridique, le mouvement gay se structure pour lutter contre les discriminations, obtenir des droits pour les homosexuels et la reconnaissance de l'égalité des sexualités. Queers, Bi, Trans, et pro prostitutionnels y trouveront un espace politique.

L'essor des mouvements gays a été accompagné par des financements publics. L'Agence Française de Lutte contre le SIDA, créée en 1991, va financer les associations de prévention comme Aides ou Act Up, mais aussi d'autres associations comme la Gay Pride. Les gays s'affirment peu à peu comme force communautaire avec des pratiques de lobbying dans les partis politiques. Ils mettent en avant l'articulation entre identité de sexe/identité de genre, et une priorité: l'égalité des droits pour le couple. L'homosexualité masculine, devenue générique, occultera la dissymétrie entre les sexes et les revendications des lesbiennes.

Malgré les divergences, et face aux mouvements d'opposition au mariage homosexuel, les voix contre le mariage en tant qu'institution patriarcale non émancipatrice se taisent. Les féministes accompagneront la revendication du droit au mariage homosexuel et du droit à fonder une famille. Mais les conflits entre mouvements LGBT et féministes vont croissant. En 2014, la marraine de la Marche des fiertés sera une top modèle d'un magazine sexiste. Les débats autour de la prostitution et de la gestation pour autrui (mères porteuses), interdites en France, vont mettre en exergue les

divergences. Les associations féministes et lesbiennes se déclarent majoritairement contre la gestation pour autrui et sont abolitionnistes, les associations LGBT soutiennent la gestation pour autrui et la réglementation de la prostitution.

Education à la sexualité et Education nationale

L'éducation à la sexualité, encouragée par les recommandations du Parlement Européen, et actée par plusieurs circulaires du Ministère de l'Education Nationale et de la Santé, se heurte à l'hostilité d'une partie de la société sous influence de l'Eglise, aux activistes d'extrême droite mais aussi à l'inertie des personnels de l'Education Nationale. Nous suivrons l'évolution des programmes scolaires en les replaçant dans le contexte politico-sociétal.

L'éducation à la sexualité a été longtemps considérée comme le domaine réservé de la famille. Elle a fait son entrée dans les programmes scolaires en 1973. D'abord intégrée aux cours de biologie elle concernait le fonctionnement du corps humain et la procréation.

Mais au fil des années l'éducation à la sexualité a recouvert des aspects très différents, parfois tabous. Et de fait, elle a les plus grandes difficultés à passer des textes à la réalité.

Avec la reconnaissance du droit à la contraception et à l'avortement et de son corollaire la dissociation sexualité/procréation, avec l'expansion de l'épidémie de SIDA, l'éducation à la sexualité est devenue une question de santé publique en France et en Europe. L'Union Européenne encourage régulièrement les Etats membres à garantir un accès à l'éducation en matière de santé sexuelle et reproductive, et à lutter contre l'homophobie. Cependant, l'Education Nationale, soumise aux pressions politiques, a toutes les peines du monde à passer de l'enseignement de la réalité biologique et du sexe, à la question du genre et de la sexualité.

En 2001, une circulaire du ministère de l'éducation intègre 3 séances par an d'éducation et d'information à la sexualité, pour les élèves de 7 à 18 ans. Les collèges et les lycées peuvent faire appel à des associations agréées par l'Education Nationale. Mais cette circulaire est encore aujourd'hui peu appliquée, faute de volonté des directions des établissements scolaires et faute de sensibilisation et de formation spécifique des professeur-es.

En 2003 le champ d'intervention est élargi: l'éducation et l'information à la sexualité correspondent à une démarche éducative qui va bien au-delà des questions de santé publique. Les problématiques concernant les relations entre les garçons et les filles sont intégrées: violences sexuelles, pornographie, lutte contre les préjugés sexistes ou homophobes. Les dimensions psychologique, affective, sociale, culturelle et éthique sont actées. Pourtant, dans la réalité, la sexualité est encore souvent présentée par ses aspects négatifs et ses risques, en oubliant construction de soi et plaisir, et égalité entre les sexes et entre les sexualités. Quant aux manuels scolaires, ils continuent à reproduire les stéréotypes de genre, comme le garçon plus intéressé par le sexe, les filles sérieuses ou pas sérieuses.

C'est en 2010 que la notion de genre apparaît dans les manuels scolaires avec l'idée que l'identité sexuelle s'explique, et par le sexe biologique, et par le contexte socio-culturel. Aussitôt 80 député-es demanderont le retrait de ces manuels scolaires. De même, le court-métrage d'animation «Le Baiser de la lune» à destination des élèves de 10 et 11 ans se heurtera aux protestations d'associations homophobes: il aborde la diversité des relations amoureuses entre deux poissons mâles, et entre la lune et le soleil. En 2013, mêmes polémiques autour du film «Tom Boy» qui met en scène une petite

filles qui se fait passer pour un garçon. Des manifestations accuseront ce film de «pousser les enfants à changer de sexe». Mais Tom Boy sera diffusé sur une chaîne publique.

Indéniablement, la déconstruction des stéréotypes de genre, l'identité de genre et la diversité des sexualités, l'égalité filles/garçons, se heurtent à un activisme et une opposition très forte de la part de l'Église catholique mais aussi d'une partie de l'opposition gouvernementale.

En quarante ans, l'éducation à la sexualité dans les programmes scolaires a étendu ses champs de compétence. Elle recouvre aujourd'hui, l'aspect biologique et la santé reproductive, inclut l'émotionnel, les relations filles/garçons, l'égalité des sexualités et la déconstruction des stéréotypes de genre. Pour autant, la réalité des heures consacrées à l'éducation à la sexualité est encore très aléatoire.

Pro-genre et anti-genre

Il serait inopérant de décrypter la bataille qui se joue en France autour du genre, sans la replacer dans le contexte de la vie politique française et européenne.

Du point de vue du contexte européen, la récente victoire des femmes espagnoles qui a contraint le gouvernement conservateur à retirer son projet de loi restreignant le droit à l'avortement va renforcer la démarche du gouvernement Hollande. Le succès en France des manifestations de solidarité organisées par les féministes françaises avec leurs homologues espagnoles renforce le poids des «pro-choix». Cette victoire est intervenue alors que le gouvernement Hollande était en difficulté sur la question du genre dans l'éducation nationale.

Dès son arrivée au pouvoir en juin 2012, le gouvernement de François Hollande installe un Ministère des Droits des Femmes avec à sa tête une ministre qui fait rentrer dans son cabinet des féministes et des personnalités du mouvement LGBT. Ainsi, des politiques publiques sous-tendues par les réflexions autour du genre vont voir le jour. La première mesure législative importante du gouvernement sera la loi sur le harcèlement sexuel au travail.

Concernant l'éducation, le nouveau gouvernement s'attache à mettre en place des programmes d'éducation à l'égalité filles/garçons et de lutte contre l'homophobie à l'école. Des conventions passées entre le ministère des droits des femmes et le ministère de l'éducation permettent d'expérimenter dans 600 écoles maternelles et primaires, pendant l'année scolaire 2013-2014, des nouveaux programmes d'éducation à la sexualité. Sont au cœur de ces programmes intitulés «les ABCD de l'égalité» et destinés aux enfants de 5 à 11 ans, la déconstruction des stéréotypes de genre, et l'égalité entre les filles et les garçons. Dans la pratique, ces programmes consistent principalement en des séries d'exercices et d'activités destinées à interroger sur les rôles masculin et féminin: pourquoi les filles jouent à la poupée et les garçons au ballon? ...

Ces programmes de déconstruction des stéréotypes de genre répondent à un triple objectif:

- Autoriser filles et garçons à ne pas se conformer aux représentations collectives normées en ne les assignant pas à des places et fonctions sociales attendues.
- Arriver à une mixité des filières professionnelles.
- Arriver à l'égalité» filles/garçons.

Un programme certes ambitieux, mais qui semble réduire l'égalité entre les filles et les garçons à une identification à des rôles sociaux, occultant ainsi le poids des rapports sociaux de sexe.

Face aux «ABCD de l'égalité», l'opposition gouvernementale soutenue par l'Eglise s'est à nouveau mobilisée dans la rue et au Parlement pour combattre «la théorie du genre». Des rumeurs courent sur le net: apprentissage à la masturbation, demande de changement de sexe. Les manifestations de rue ont pour slogan: «touche pas à mes stéréotypes de genre». Les études de genre sont dénaturées et stigmatisées. Le débat sur l'égalité s'est transformé en débat sur les différences biologiques sexuées entre garçons et filles, et sur le rôle de la famille résumé dans ce slogan «un papa, une maman» scandé régulièrement par des dizaines de milliers de personnes. Face à cette opposition, le gouvernement a choisi de retirer les «ABCD de l'égalité». Mais Mme Najat Vallaud Belkacem récemment nommée au ministère de l'éducation, vient de réaffirmer sa volonté d'égalité entre les filles et les garçons. Un nouveau matériel sera bientôt mis à disposition des professeurs, ainsi que des formations prévues dans les formations des enseignant-es. La bataille du genre et de l'égalité n'est pas terminée.

Conclusion

Si les «études de genre» ont pris le dessus sur les «études féministes», les contradictions entre genre et sexe n'ont pas été résolues. Cependant, la réorganisation des savoirs autour du concept de genre a nourri le politique voire les politiques publiques. Et la volonté affirmée du gouvernement de lier déconstruction des stéréotypes de genre et égalité des sexes a révélé un choix: celui d'intégrer le genre sans cacher le sexe. Mais c'était sans compter sur l'instrumentalisation politique du débat par l'opposition gouvernementale soutenue par l'Eglise catholique. Les centaines de milliers de personnes qui sont descendues dans la rue ont finalement montré que la société française est ultra sensible à toute politique questionnant le genre et l'égalité.

Bibliographie

- Bonnet, Marie-Josèphe (2013). *Adieu les rebelles!* Paris: Flammarion.
- Fraisse, Geneviève (2014). *Les excès du genre, concept, image, nudité.* Paris: Editions Lignes
- <http://eduscol.education.fr/> tous les textes de référence sur l'éducation à la sexualité
- www.europarl.europa.eu rapport sur la santé et les droits sexuels et génésiques (26 /09/2013)
- www.assemblee-nationale.fr rapport de Mme Maud Olivier sur la proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel
- <http://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/violences-de-genre/prostitution>
- <http://www.50-50magazine.fr/2012/12/21/la-gestation-pour-autrui-un-enfant-a-tout-prix-par-arlette-zilberg/>
- www.education.gouv.fr ABCD-Egalite/l'ABCD de l'égalité comment ça fonctionne?
- www.cndp.fr ABCD de l'égalité filles-garçons
- www.ivg.gouv.fr /Interruption Volontaire de Grossesse
- www.legifrance.gouv.fr/ loi du 17 mai 2013 ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe.